Palestine : le coût de l'occupation

Partage international nº 339 – Novembre 2016

Les Territoires palestiniens occupés pourraient facilement être deux fois plus riches, avec significativement moins de chômage et de pauvreté.

Telles sont les conclusions du rapport annuel de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) paru le 6 septembre 2016. Selon le Rapport sur l'assistance de la Cnuced au peuple palestinien, l'économie des Territoires pourrait générer un produit intérieur brut (PIB) double si l'occupation israélienne cessait.

La Cnuced montre comment l'occupation israélienne prive le peuple palestinien de son droit au développement et sape son économie. Cette occupation se caractérise notamment par :

– la confiscation de terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles ;

– la perte d'espace politique ;

– les restrictions à la circulation de la population et des marchandises ;

– la destruction des biens et de la base productive ;

– l'expansion des colonies israéliennes ;

– la fragmentation des marchés intérieurs ;

– l'empêchement à l'accès des marchés internationaux et la dépendance forcée à l'économie israélienne ;

– un processus continu de désagriculturalisation et de désindustrialisation.

D'après le rapport, Israël a retenu les recettes douanières palestiniennes pendant quatre mois en 2015, l'aide des donateurs a reculé, et les colonies israéliennes ont continué de s'étendre dans les territoires palestiniens, alors que la pauvreté et le chômage sont restés élevés. Il constate également que les Territoires palestiniens occupés ont continué d'être un marché captif des exportations depuis Israël, tandis que l'occupation a neutralisé l'impact du développement potentiel provenant de l'aide des donateurs, et que la véritable reconstruction se faisait encore attendre dans la bande de Gaza malgré 3,5 milliards de dollars de promesses de dons. La situation socio-économique à Gaza a également empiré et le taux de mortalité infantile a augmenté pour la première fois en cinquante ans.

Le coût direct des dégâts infligés par trois opérations militaires israéliennes, entre 2008 et 2014, est estimé à trois fois le PIB annuel de Gaza. Plus de 2,5 millions d'arbres productifs (dont 800 000 oliviers) ont été déracinés depuis 1967.

Le rapport montre que les Palestiniens se voient interdire d'entretenir ou de creuser des puits, alors qu'Israël extrait beaucoup plus d'eau que les quantités stipulées par les accords d'Oslo de 1993, et s'est accaparé 82 % de l'eau souterraine palestinienne.

Les Palestiniens n'ont d'autre solution que d'importer de l'eau d'Israël, à hauteur de 50 % de leur consommation.

Le chômage est une autre cause de détresse, engendrant pauvreté et insécurité alimentaire chez les Palestiniens. En 2015, selon la Cnuced, un quart de la population était au chômage et deux tiers souffraient d'insécurité alimentaire. A Gaza, le chômage a atteint 38 % en 2015, et 73 % de la population a besoin d'assistance humanitaire.

Le rapport attribue également le ralentissement économique au fait qu'Israël a retenu les recettes douanières palestiniennes pendant les quatre premiers mois de 2015. En outre, les frais de traitement prélevés par Israël sur les importations palestiniennes représentent 50 millions de dollars par an et permettraient de réduire le déficit du gouvernement palestinien de 3,5 %. Pendant ce temps, les Territoires occupés subissent nombre de restrictions sur le commerce et les activités productives et le commerce avec Israël est responsable de 54 % du déficit commercial palestinien. *« Le commerce est la pierre angulaire du développement économique, et une croissance durable requiert davantage de commerce de meilleure qualité »,* a déclaré Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Cnuced.

Israël a resserré son blocus sur Gaza en 2015 et a

élargi la liste d'interdiction des articles *« à double usage »* – une liste de marchandises civiles que les Palestiniens n'ont pas le droit d'importer car Israël les juge potentiellement dangereuses.

Cette liste inclut des matières premières, des engrais, des équipements de télécommunication, de l'acier, des tuyaux, des pièces de rechanges et d'autres biens d'équipement.

« La fermeture de Gaza étouffe sa population, freine son économie et entrave ses efforts de reconstruction », a déclaré le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, en juin 2016. Il a qualifié la fermeture de *« punition collective »* pour laquelle des comptes doivent être rendus.

Palestine
Sources : un.org ; unctad.org
Thématiques : politique
Rubrique : Les priorités de Maitreya